

Étude d'appui à la consultation des Canadiens sur un éventuel accord de partenariat économique global avec l'Indonésie (CEPA)

Éric Mottet

Directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est

Éric Boulanger

Co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est et Co-directeur du CEIM

Michèle Rioux

Directrice du CEIM

Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE)

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Février 2021

UQÀM



Centre d'études sur l'intégration
et la mondialisation

UQÀM



Observatoire
de l'Asie de l'Est

www.oae.uqam.ca

À propos du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) et de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE)

Le CEIM (<http://www.ceim.uqam.ca/>) centre, depuis sa création en 2001, ses recherches sur l'économie politique de l'intégration et de la mondialisation. Le CEIM a une solide expertise autour des axes suivants : intégration et régionalisme ; mondialisation et institutions ; accords de commerce, routes commerciales et organisations internationales ; gouvernance d'Internet, nouvelles technologies et transformation des industries culturelles ; et, réseaux et firmes transnationales. Le CEIM a pour objectifs de : favoriser les échanges interdisciplinaires et interuniversitaires ; développer des recherches interdisciplinaires et financées par les organismes subventionnaires, gouvernementaux ou internationaux ; former, faciliter l'apprentissage et intégrer à la recherche les étudiants et chercheurs étrangers ; et développer les partenariats locaux et internationaux sur les enjeux mondiaux de régulation et de politique mondiales. Mieux comprendre le monde et répondre au défi de l'action collective. Telle est la ligne directrice du CEIM. La formation des étudiants et notre engagement académique et social participent de cette double mission. Le CEIM favorise deux types de recherches ; celles qui portent sur les évolutions et transformations de l'économie mondiale ; et celles qui ont des impacts mesurables et des retombées sur les pratiques sociales et sur les institutions.

L'OAE (<https://oae.uqam.ca/>), établi en 2013 par le CEIM a comme mission d'observer, de présenter et d'analyser l'économie politique, la géopolitique, la géo-économie et les questions de sécurité de cette région, c'est-à-dire les deux Corées, la Chine, Taïwan, le Japon ainsi que les onze pays d'Asie du Sud-Est (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam), en lien avec la mondialisation, les processus d'intégration régionale et leurs modèles de gouvernance et de régulation. L'Asie de l'Est est devenue un pôle incontournable de l'économie et de la géopolitique mondiales ; son influence politique se fait sentir sur tous les grands enjeux planétaires et on peut envisager que cette région deviendra au cours du XXI^e siècle le centre du système international. Travaillant de concert avec les autres unités du CEIM (<http://www.ceim.uqam.ca/>), les activités de l'Observatoire de l'Asie de l'Est et de ses membres sont les suivantes :

- Créer une banque de données publique concernant l'Asie de l'Est ;
- Organiser des événements et favoriser les échanges sous forme de conférences ou d'ateliers ;
- Orienter et aider les étudiants et les étudiantes qui désirent soit poursuivre leurs études sur les pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud-Est ;
- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires sur l'Asie de l'Est, en se basant sur des réseaux de chercheurs national et international ;
- Vulgariser le savoir afin d'accroître la compréhension des enjeux présents en Asie de l'Est.

Adresse civique

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, 1^{er} étage, Bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA
Courriel : ceim@uqam.ca

Recommandation

Notre étude nous conduit à recommander au Canada de diversifier ses relations commerciales et à établir des chaînes d'approvisionnement résilientes en Indo-Pacifique, il est prioritaire d'assurer aux exportateurs canadiens un accès préférentiel aux marchés à croissance rapide de la région de l'Asie du Sud-Est, particulièrement en Indonésie, le géant démographique de la région et le seul membre du G20 en Asie du Sud-Est. Ceci est également important dans le contexte de multiplication des accords commerciaux en Asie, notamment pour permettre au Canada d'étendre la coopération réglementaire négociée dans le cadre du TPPCP avec ce pays important de la zone faisant partie de l'ANASE et du RCEP qui sont moins ambitieux à cet égard.

L'Indonésie, un archipel au cœur de l'Indo-Pacifique

Première économie de l'Asie du Sud-Est (PIB de US\$1 100 milliards en 2019), l'Indonésie semble promise à un bel avenir quand on regarde son taux de croissance (7,7% en 2019, moins 1,5 % pour 2020, mais 7,5 % en 2021), un marché intérieur en forte augmentation et les immenses réserves de matières premières qui lui assurent des dividendes considérables. De nombreux indicateurs convergent pour le désigner comme une puissance incontournable dans la deuxième moitié du XXI^e siècle. Mais qu'en sera-t-il d'ici là, et à quel prix se fera ce développement spectaculaire si celui-ci se confirme ? Car l'Indonésie reste, vingt ans après le début de son processus de démocratisation, un pays confronté à une multitude de défis que son immense territoire (1,9 million de km², soit 42 % de la superficie totale de l'Asie du Sud-Est), sa population (271 millions) et son éclatement (archipel de près de 18 000 îles sur plus de 6 000 km d'est en ouest) ne font qu'amplifier. Ces quelques lignes, qui découlent d'une étude contextualisée et d'une très bonne connaissance des dynamiques régionales, ont pour ambition de mettre en perspective les trajectoires politiques, géopolitiques et géoéconomiques susceptibles d'avoir une influence positive, comme négative, à moyen terme sur la signature d'un APEG avec l'Indonésie.

L'Indo-Pacifique vs l'Asie-Pacifique ?

Apparu dans les années 1980, l'Asie-Pacifique désigne un espace géographique au sein duquel les interdépendances socioéconomiques sont particulièrement denses. Elle recouvre les sous-régions de l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les principales puissances du littoral oriental du Pacifique, dont les États-Unis et le Canada, mais laissait l'Inde dans une position marginale. Le forum de Coopération économique Asie-Pacifique, l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) incarne ce concept au plan institutionnel et définit, de la sorte, quel pays fait partie de cette construction régionale ou pas. Significativement, l'Inde a échoué dans sa tentative de rentrer dans l'APEC en 1997, son économie étant alors considérée comme trop protectionniste. L'Asie-Pacifique désigne, de fait, les économies à fort taux de croissance, déjà très intégrées aux chaînes de production -- souvent d'origine japonaise -- disséminées dans toute la région.

Depuis la fin des années 2000, la communauté des dirigeants et des experts en Asie, ou s'intéressant à l'Asie, tend à élargir sa vision de la région pour y inclure tout ou une partie de l'océan Indien, préférant ainsi le concept encore plus vaste de l'Indo-Pacifique, à celui jugé trop « restrictif » de l'Asie-Pacifique. En outre, la montée en puissance économique et géopolitique de la Chine, notamment à travers la grande stratégie de la Belt and Road Initiative (BRI), a renforcé la notion d'Indo-Pacifique. Le concept d'Indo-Pacifique reconnaît que les relations économiques et de concurrence stratégique ont rapidement évolué et structurent désormais une vaste région comprenant deux océans, c'est-à-dire un nouvel espace centré sur l'Asie maritime. En d'autres termes, il traduit l'idée que les océans Pacifique et Indien sont liés par le commerce, les infrastructures et la diplomatie à l'heure où les grandes puissances asiatiques, Japon, Chine et Inde, suivent des trajectoires différenciées. De ce concept progressivement reconnu à l'international, les diplomaties régionales s'en sont vite emparées, nombre de gouvernements ayant redéfini leur région comme Indo-Pacifique.

Adoption de l'Indo-Pacifique par l'Indonésie ?

En Asie du Sud-Est, l'Indonésie a été l'État le plus intéressé par le nouveau concept de l'Indo-Pacifique. Dès 2013, le ministre des Affaires étrangères, Marty Natalegawa, propose un traité d'amitié et de coopération à l'échelle de l'Indo-Pacifique. A sa suite, le président Jokowi Widodo (arrivé au pouvoir en 2014) tente également de promouvoir une vision indonésienne de l'Indo-Pacifique. Significativement, c'est dans le cadre des relations bilatérales avec l'Inde qu'il lui donne une première formalisation, les deux États signant en mai 2018, une déclaration conjointe pour « une vision partagée de la coopération maritime dans l'Indo-Pacifique ».

L'Indonésie réussit ensuite à convaincre ses partenaires de l'ASEAN de se rallier au nouveau concept et, pour certains, de surmonter leurs réticences initiales. Plusieurs États d'Asie du Sud-Est craignaient en effet que l'idée de l'Indo-Pacifique ne sape le « principe de centralité » de l'ASEAN, faisant de l'organisation la cheville ouvrière des principales initiatives de dialogues institutionnels en Asie-Pacifique et au-delà. Mais la popularisation croissante de l'Indo-Pacifique semble les avoir convaincus qu'il valait finalement mieux s'approprier l'idée et en donner sa propre interprétation, plutôt que de se laisser marginaliser par elle. L'ASEAN publie ainsi en juin 2019 un document intitulé Asean Indo-Pacific Outlook.

Indonésie : quel équilibre géopolitique face aux géants asiatiques ?

Sur le plan international, l'Indonésie est soucieuse d'accroître son rayonnement en profitant de ses caractéristiques physiques (ressources abondantes) et sa position géographique. En d'autres termes, le pays s'efforce de se positionner comme un acteur clé en Indo-Pacifique, poursuivant l'ambition qu'il porte de devenir un pivot maritime global. Toutefois, elle n'est qu'en onzième position des 25 pays d'Indo-Pacifique en termes d'influence militaire, diplomatique, économique et culturelle. Contrairement aux multilatéralismes, qui permet, d'une part, à l'Indonésie de garder sa position d'État non-aligné, et, d'autre part, au pays d'acquérir un poids multiforme dans la région, les relations bilatérales manifestent des déséquilibres significatifs au détriment de l'Indonésie.

Avec la Chine, un partenariat stratégique global est mis en œuvre depuis 2014 pour

accroître l'influence régionale et mondiale des deux pays. Les deux partenaires renforcent chaque jour davantage les coopérations en matière d'investissement et de commerce. La puissance économique de la Chine a largement bénéficié à l'Indonésie ces dernières années.

Par ailleurs, en misant sur la coopération internationale dans différents domaines (ex. lutte antiterroriste), de nombreux accords ont été discutés et ratifiés avec des acteurs importants de l'Indo-Pacifique comme l'Inde, la Corée du Sud, le Japon ou l'Australie. Finalement, les dynamiques actuelles indiquent que le pays s'efforce de renforcer son rôle régional, essentiellement en prenant appui sur son influence multilatérale (ASEAN, G20). L'Indonésie multiplie les initiatives bilatérales afin de limiter sa dépendance vis-à-vis de chacune des puissances asiatiques partenaires.

Quel bilan de la politique du président Jokowi ?

Au-delà des symboles et de l'espoir qu'a suscité son arrivée au pouvoir, le premier mandat de Joko Widodo (2014-2019), dit Jokowi, n'a pas permis de régler les principaux enjeux politiques de l'Indonésie, à savoir la bonne gouvernance, dont la lutte contre la corruption et la poursuite des réformes de la bureaucratie, ainsi que la stabilisation de la vie politique après les turbulences provoquées par les manifestations islamistes (2016 et 2017) durant le premier mandat. Bien qu'il ait dû faire des compromis importants dans la formation du nouveau cabinet (intégration de membres de l'armée et d'islamistes) après sa réélection (2019), d'autant que contrairement à nombre de ses prédécesseurs, Jokowi n'est pas issu du sérail traditionnel (armée, élites économiques et religieuses), ce dernier n'a pas pu ou su se garder de la tentation « autoritaire » pour préserver la stabilité du pays.

En effet, le début du deuxième mandat de Joko Widodo a été marqué par la répression violente de manifestations et par la restriction des libertés individuelles dans le nouveau Code pénal proposé par le Parlement. Par ailleurs, en octobre 2019, le gouvernement mettait sous la tutelle du pouvoir exécutif la Commission d'Éradication de la Corruption (KPK), lui faisant perdre son indépendance, alors que cette dernière, aux compétences larges et d'une efficacité notoire, constituait l'une des garanties les plus importantes de l'indépendance de la justice du pays. De ce fait, si Jokowi a été élu avec une avance de 10 points environ sur son rival, Prabowo Subianto (mais avec près ou plus de 90 % des voix

dans certaines régions), ces dernières évolutions lui ont fait sans doute perdre du crédit auprès d'électeurs. Reste à voir si la stratégie d'accommodements politiques lui permettra de mener le 2^e mandat à bien (jusqu'en 2024) et selon les objectifs qu'il s'est fixé.

Quels sont les chantiers prioritaires du président Jokowi ?

La démocratie indonésienne est encore très fragile, et l'un des principaux signes – mais aussi révélateurs – de cette fragilité est la relation entre le gouvernement central et les régions. C'est pourquoi Jakarta s'est efforcé de jeter les bases d'une décentralisation qui, si elle reste imparfaite, constitue une réponse aux risques de séparatisme. La croissance économique a été maintenue à un rythme soutenu depuis quelques années, mais elle ne masque pas les innombrables défis auxquels l'archipel fait face, dont la dégradation accélérée de l'environnement. L'économie indonésienne reste fragile et confrontée à une multitude de défis, dont les effets sur la société et la vie politique sont importants. La corruption reste un fléau considérable, et elle a même progressé selon plusieurs rapports; les déséquilibres économiques et sociaux entre les différentes provinces de l'immense archipel n'ont fait qu'augmenter au cours des deux dernières décennies; la dépendance aux exportations, très forte dans l'industrie minière et de l'huile de palme, est potentiellement déstabilisante; et la pauvreté reste très visible. Les transformations de l'économie indonésienne ont eu des effets positifs au niveau macro-économique, en favorisant la croissance du PIB, mais restent trop déséquilibrées. On relève ainsi que l'emploi n'a pas bénéficié de l'industrialisation du pays, et les disparités sociales restent, en conséquence, très marquées. À ce titre, la réélection de Jokowi laisse malgré tout entrevoir la possibilité de réformes intensifiées qui permettraient de gonfler la confiance, l'investissement étranger et la croissance, une fois que la crise de la Covid-19 aura été résorbée, vraisemblablement à partir de 2022-2023.

L'Indonésie mène-t-elle une politique économique autonome ?

Seul pays d'Asie du Sud-Est membre du G20, première puissance économique de la région, l'Indonésie représente 40 % de l'économie de l'ASEAN contre la Thaïlande 15 %, la Malaisie 13 %, Singapour 11 % ou les Philippines 11 %. L'Indonésie est donc le géant économique de l'Asie du Sud-Est et la 10^e plus grande économie mondiale. Le décalage avec les autres pays de l'ASEAN s'explique, bien évidemment, par la superficie et la

population de l'archipel, mais aussi par la croissance de son économie au cours des deux dernières décennies, même si le décollage fut nettement plus tardif que dans le cas d'autres pays de la région, l'archipel étant d'ailleurs longtemps montré du doigt pour l'inefficacité de ses réformes économiques.

Toutefois, l'Indonésie dépend largement, pour ses exportations, des énergies fossiles. Le pays doit son développement économique aux hydrocarbures (qui restent la première source de revenus). Mais, au rythme de production actuel, il ne lui resterait que peu de réserves en hydrocarbures. Autre ressource importante, le charbon (7 % du charbon mondial) qui lui assurerait des revenus pour plusieurs décennies. Or, toutes ces ressources, et en particulier le charbon, sont de grandes émettrices de CO² et sont utilisées dans la production d'électricité, que le gouvernement souhaite maintenir à bas coût afin de développer une base industrielle et manufacturière capable de s'intégrer dans les chaînes de valeur régionale et mondiale. De même, l'Indonésie est le premier producteur mondial d'huile de palme. Cette dépendance aux ressources naturelles polluantes rend particulièrement complexes les ajustements en termes d'objectifs environnementaux.

En outre, le développement du tourisme constitue depuis longtemps une priorité. Les stations littorales traditionnelles, élaborées – rarement planifiées – à partir des années 1970 sont bien identifiées (Bali, Mille Iles, etc.). Mais leur croissance s'est souvent traduite par des problèmes environnementaux du fait du sous-dimensionnement et insuffisances des services urbains (eau, assainissement, déchets, transports, etc.). Dans l'objectif d'accroître le nombre de visiteurs (16 millions en 2019), des grands projets et autres zones économiques spéciales à vocation touristique vont voir le jour.

Enfin, on assiste en Indonésie à un essor inégalé de l'utilisation des nouvelles technologies. Les Indonésiens se classent parmi les plus grands utilisateurs de réseaux sociaux au monde en moyenne (plus de 3h20 par jour) et posent la question de la maîtrise de l'outil connecté. Ainsi, les nouvelles technologies contribuent au développement fulgurant de l'économie numérique (cybercommerce, services, finances, etc.) à travers des entreprises comme Gojek et Grab (transport) ou Tokopedia et Bukalapak (plateformes commerciales en ligne). De nombreux Indonésiens connectés ont une activité professionnelle en ligne (cosmétique,

nourriture, transport, etc.), ces dernières représentant souvent un complément non négligeable à leurs revenus, quand il ne s'agit pas de leur source principale, notamment pour les femmes.

Quel rôle joue le nationalisme géoéconomique dans ce pays ?

La prise en main du développement national par l'État est associée à des mesures en faveur du nationalisme économique et de l'investissement privé, y compris étranger. Concentrée sur le développement économique, l'administration de Jokowi focalise une attention particulière à d'ambitieux projets d'infrastructures, en encourageant l'investissement privé (du fait d'un important endettement de l'État) et en finançant des compagnies d'État, dont seulement une quinzaine sont rentables. Toutefois, on note une position ambiguë du gouvernement vis-à-vis de sa politique économique. En effet, Jokowi rappelle régulièrement que les problèmes économiques indonésiens ne peuvent être résolus par des acteurs externes, mais qu'il est essentiel de renforcer la souveraineté économique nationale. Malgré ces déclarations, les fonds étrangers conservent un poids significatif dans l'économie du pays.

Pourquoi une relocalisation de la capitale du pays ?

Un plan de relocalisation de la capitale politique indonésienne de l'île de Jakarta à Kalimantan Est est en cours. Annoncée en 2019, et estimée au coût de 32 milliards de dollars américains, cette relocalisation s'explique pour plusieurs raisons. Premièrement, cela permettrait de rééquilibrer la charge fonctionnelle que Jakarta n'est plus en mesure de porter du fait de son poids démographique (plus de 30 millions d'habitants pour l'agglomération) et de son engorgement routier chronique. Deuxièmement, le site pressenti à Kalimantan Est pour l'installation de la nouvelle capitale est peu sujet aux catastrophes naturelles, alors que l'agglomération de Jakarta est particulièrement vulnérable aux séismes et aux inondations. Troisièmement, la nouvelle capitale se situerait au « centre » de l'archipel, ce qui est intéressant sur les plans stratégique et symbolique.

Les catastrophes environnementales handicape-t-elle le développement économique de l'Indonésie ?

L'Indonésie est fortement touchée par les effets du changement climatique. Des efforts notables de réduction et d'adaptation sont à relever, mais ils restent très en deçà des engagements de réduction des émissions de CO² pris dans le cadre de la Contribution décidée à l'échelle nationale (CDN) lors de la COP21 de 2015 (-70 % d'ici 2030). À cela s'ajoutent d'autres enjeux environnementaux d'origines anthropiques, à savoir la pollution et la déforestation.

Avec la quatrième population mondiale (271 millions), les besoins énergétiques de l'Indonésie sont immenses. Seuls 12 % de la production électrique provient des énergies renouvelables alors que le gouvernement s'est fixé comme objectif de porter cette part à 23 % d'ici 2030 (géothermie et hydroélectricité). Cependant, une grande majorité de la consommation énergétique reste basée sur les énergies fossiles (66 %), notamment le charbon. Les engagements très ambitieux pris lors de la COP21 révèlent que le gouvernement a conscience de ses principaux enjeux environnementaux et de l'urgence d'agir : reste à savoir à quel point il impulsera des politiques nationales fortes visant à la réduction des GES et à l'adaptation au changement climatique. Au plan local, on observe depuis une vingtaine d'années la montée en puissance d'associations environnementales et une meilleure prise de conscience des enjeux par une partie de la population. Les mouvements de protestation contre de grands projets infrastructurels, immobiliers ou récréotouristiques de masse ne sont plus rares aujourd'hui.

Qu'il s'agisse des sols, des cours d'eau, des mers et océans ou de l'air, la pollution est importante en Indonésie. Deuxième plus gros contributeur à la pollution plastique de la planète, le pays paie sa faiblesse de la prise en charge coordonnée de la gestion des déchets ménagers, notamment plastiques. Face aux répercussions catastrophiques de la pollution par les plastiques, le gouvernement central indonésien s'est engagé à réduire les déchets plastiques de 70 % d'ici 2025. En parallèle, l'inorganisation nationale dans la gestion des déchets plastiques ont convaincu certaines régions a adopté récemment des politiques visant à réduire l'usage du plastique, travail auparavant dévolu à la société civile, aux ONG ou à des organisations privées. Par exemple, depuis janvier 2019, Bali demande aux clients

d'apporter leurs propres sacs. Idem à Jakarta qui interdit depuis janvier 2020 les plastiques à usage unique. En outre, la question de la gestion des eaux usées est prégnante aux abords des cours d'eau comme sur les littoraux. L'Indonésie détient le palmarès des rivières parmi les plus polluées au monde. Bien qu'il existe des lois et des programmes internationaux (ex. Banque asiatique de développement), la mise en application de ces derniers se heurte au manque de moyens et à la corruption (secteur du textile, notamment). De plus, les pompes excessifs dans les nappes phréatiques ont conduit à une pollution et à une salinisation des eaux souterraines et des sols (à Bali par exemple). Quant à la pollution de l'air, celle-ci est importante dans les villes où le nombre de véhicules est en constante expansion (triple entre 2005 et 2015). À ce titre, l'extension des systèmes de transports collectifs, particulièrement électriques, est l'un des grands enjeux à court et moyen terme. À cette pollution atmosphérique, s'ajoutent les incendies de forêt et de tourbières (Riau et Sumatra) dont les fumées épaisses incommode directement les populations indonésiennes jusqu'aux populations des pays voisins (Singapour, Malaisie), avec de nombreuses victimes liées à des problèmes respiratoires. À ce titre, des Accords sur les pollutions de l'air transfrontalières (AATHP) ont été signés au sein de l'ASEAN.

En ce qui concerne la déforestation, l'Indonésie occupe la deuxième place à l'échelle mondiale et la première place en Asie du Sud-Est pour l'ampleur de la destruction de sa forêt. La déforestation étant un important émetteur de gaz à effet de serre (GES), cela fait du pays le cinquième émetteur mondial de GES, avec 4,9 % du volume total (1,7 % sans la prise en compte de la déforestation).

Pourquoi le Canada devrait-il signer un accord commercial avec l'Indonésie ?

Il nous apparaît prioritaire d'assurer aux exportateurs canadiens un accès préférentiel aux marchés à croissance rapide de la région de l'Asie du Sud-Est, particulièrement en Indonésie pour les raisons évoquées dans ce document. Le secteur numérique, les infrastructures et l'agriculture sont des opportunités réelles qui, malgré un petit volume, pourraient s'accroître rapidement.

Une telle négociation d'un CEPA, est également importante dans le contexte de

multiplication des accords commerciaux en Asie, notamment pour permettre au Canada d'étendre la coopération réglementaire négociée dans le cadre du TPPCP avec ce pays important de la zone faisant partie de l'ANASE et du RCEP qui sont moins ambitieux à cet égard. Il faut remarquer que plusieurs pays de l'ANASE ont intégré le TPPGP et que l'Indonésie fait partie de l'APEC et du tout récent accord RCEP dont les règles sont moins ambitieuses et rigoureuses mais qui permet de créer un vaste espace où se déploieront les chaînes de valeurs mondiales avec une règle d'origine unifiée.

Finalement, le plus problématique pour le Canada sera de démontrer une volonté et la capacité de tenir un discours cohérent en matière de politique commerciale et de s'assurer que le commerce avec l'Indonésie soit exempt de violation des droits humains, des normes du travail tout en favorisant le développement des femmes et des LBGTQ et la protection de l'environnement. Ce sera un test pour la politique commerciale canadienne qui ne peut négocier en-deça du TPPGP.

Conclusion

Notre analyse du positionnement de l'Indonésie nous amène à recommander au Canada de négocier un accord commercial en vue de diversifier ses relations commerciales et à établir des chaînes d'approvisionnement résilientes en Indo-Pacifique. Toutefois, le Canada doit s'assurer que ces négociations seront à la hauteur des négociations récentes du Canada en matière de commerce inclusif et de politique commerciale responsable.